

XLème Colloque de l'ASRDLF

Convergence et disparités régionales au sein de l'espace européen

Les politiques régionales à l'épreuve des faits

Bruxelles – 1, 2 et 3 Septembre 2004

« RESSOURCES NATURELLES ET CULTURELLES QUELS MODES D'ORGANISATION? »

Leïla KEBIR : leila.kebir@unine.ch,
Denis MAILLAT : denis.maillat@unine.ch.

Institut de recherches économiques et régionales,
Université de Neuchâtel, Neuchâtel

Résumé :

L'objectif de cet article est d'explorer les modes d'organisation associés à la création et à la mise en œuvre de ressources territoriales culturelles et naturelles.

S'inscrivant le cadre des travaux effectués lors de la sixième enquête du Groupe de recherche européen sur les milieux innovateurs (GREMI), cet article interroge le concept de milieu innovateur en tant que mode approprié des ressources naturelles et culturelles. Plus particulièrement il investit et discute le rôle du milieu innovateur dans les processus d'identification et de mise en œuvre des ressources en question.

Mots clés : ressources naturelles, ressources culturelles, milieu innovateur, d'organisation

Classification :Z1, R0, Q26, O18

« RESSOURCES NATURELLES ET CULTURELLES QUELS MODES D'ORGANISATION? »

L'objectif de cet article est d'explorer les modes d'organisation associés à l'identification et à la mise en œuvre de ressources territoriales culturelles et naturelles.

S'inscrivant le cadre des travaux effectués lors de la sixième enquête du Groupe de recherche européen sur les milieux innovateurs (GREMI), cet article interroge le concept de milieu innovateur en tant que mode approprié d'organisation et de coordination des ressources culturelles et naturelles. Plus particulièrement, ce qui nous intéresse ici, c'est la manière dont s'organisent et se coordonnent les processus de création, de mise en œuvre, de maintien et de renouvellement des ressources. Il s'agit d'identifier les dynamiques d'acteurs inhérentes à ces processus.

De nombreuses activités porteuses de développement telles que le tourisme, les activités créatives et culturelles, l'agriculture de terroir, les activités de production de biens et de services mobilisant des savoir-faire ancrés dans la culture et l'histoire locales, se fondent sur la valorisation ou l'utilisation de ressources naturelles et culturelles. Comment s'effectuent la réhabilitation, la valorisation, le développement et le maintien de ces ressources ? Sont-elles coordonnées par des milieux innovateurs ?

Les différentes études de cas conduites dans le cadre de la sixième enquête ont mis en évidence deux problématiques que le présent papier se propose de discuter. La première porte sur le concept de milieu en lui-même. Dans cette enquête, il a fallu parfois étirer le concept de milieu innovateur pour analyser les dynamiques territoriales en jeu. La question que l'on se pose alors est celle de savoir pourquoi, dans certains cas, le concept n'a pas pu être appliqué. Est-ce dû à la particularité des ressources concernées par l'enquête ? Aux types de projets ? À la problématique spécifique de la recherche ? En quoi cela enrichit-il le concept de milieu innovateur ?

La deuxième problématique porte sur le développement régional. Le questionnement qui émerge des résultats d'enquête est celui du passage du potentiel (de l'idée) au succès (la mise en œuvre). Certaines des ressources analysées n'étaient pas, au moment de l'enquête, clairement identifiées. En ce sens, leur usage économique n'était pas encore complètement déterminé, ni leur mise en œuvre organisée. En d'autres termes, il s'agissait de comprendre comment le processus d'activation des ressources naturelles et culturelles latentes (au sens de Hirschman, 1959) se mettait en place, notamment dans les cas où il n'y avait pas de système de production clairement constitué.

Ces ressources ou objets territoriaux (une rivière, l'histoire, l'ambiance d'un quartier, etc.) suscitent des projets de développement multidimensionnels impliquant des acteurs pour lesquels les performances économiques (productives) peuvent être subsidiaires, contrairement aux acteurs d'un milieu innovateur classique. Dans ces conditions, l'activation de la ressource, sa contribution au développement économique, apparaissent au départ du projet plus lentes, plus floues voire incertaines. Quelles dynamiques d'acteurs sont à l'œuvre ? S'agit-il de milieux innovateurs ? Si non, pourquoi ? Comment peut-on caractériser ces dynamiques ?

Le présent papier propose de décrypter ce processus d'activation; il a également pour but d'apporter une contribution à la discussion portant sur concept de milieu innovateur, ceci à la lumière des résultats de cette nouvelle enquête.

Il se structure comme suit : le premier point propose tout d'abord un retour sur la notion de milieu innovateur, le second présente une définition de la notion de ressource. Puis, le troisième point, propose sur la base des résultats de la sixième enquête GREMI, une analyse des formes de coordination associées à l'activation des ressources observées.

1. MILIEU INNOVATEUR, RAPPEL ET DÉFINITION

1.1 Contexte de la sixième enquête

La problématique du développement local constitue l'un des piliers des recherches du GREMI. Depuis 1986 ses travaux ont exploré et approfondi la notion de milieu innovateur, tant d'un point de vue du phénomène empirique que du concept lui-même. Les recherches commencèrent sous l'impulsion de Philippe Aydalot. En explorant l'hypothèse du retournement spatial, elles remettaient en question les analyses centre-périphérie ainsi que l'hypothèse de la convergence (Peyrache-Gadeau, 1999). Partant du constat que certaines dynamiques spatiales sortaient du joug des grandes entreprises, que l'innovation technologique s'observait également dans des régions périphériques, le territoire apparaissait comme l'une des pierres angulaires du développement régional. Il s'agissait dès lors de comprendre les mécanismes à l'origine de ces dynamiques.

Très vite l'importance des processus d'acteurs (dynamiques d'interaction, relation de coopération/concurrence) et les processus d'apprentissage (dynamique d'apprentissage) sont apparus déterminants.

C'est donc sur la base d'un concept stabilisé que la sixième enquête démarre, ouvrant au passage un nouveau champ d'investigation : celui des activités fondées sur la valorisation de ressources naturelles et culturelles surtout, celui de milieux non plus seulement industriels mais ayant également une finalité de construction de patrimoine, de valorisation de biens publics ou de création de richesses collectives (Maillat et Matteacioli, 2004).

Cette nouvelle enquête opère ainsi un tournant. Les travaux du GREMI avaient porté jusqu'ici sur la problématique de l'innovation dans les industries manufacturières et dans les activités de service dans les centres urbains (Crevoisier, 2000). Partant d'une production existante ou en émergence, il s'agissait notamment de comprendre les processus d'innovation ainsi que les modes d'organisation et de coordination existant entre des acteurs productifs (tissus de PME, grandes entreprises, institutions locales, etc.). Les systèmes de production analysés étaient constitués et mobilisaient des ressources technologiques et industrielles (Matteaccioli et Tabariés, 2002).

Les ressources (essentiellement les savoir-faire), bien que centrales, n'y sont pas investiguées de front.

La sixième enquête¹ prend cette fois comme point de départ la ressource plutôt que le système de production ou l'activité. L'enquête porte sur des ressources (patrimoine historique, massif montagneux, savoir-faire bancaires, etc.) de type quelque peu différent de celles abordées jusque là. Il ne s'agit plus uniquement de ressources industrielles de type « progrès

¹ Effectuée par une dizaine d'équipes européennes, elle a consisté en une douzaine d'études de cas (Camagni, 2004). Dans chacune d'entre elles, le rôle éventuel des milieux innovateurs dans la création et la mise en œuvre des ressources a été investigué. Fondées sur une méthode inductive, ces études s'appuient sur des données quantitatives et qualitatives recueillies dans le cadre de recherches documentaires et bibliographiques ainsi que dans le cadre d'entretiens approfondis avec des personnes impliquées dans la création et la mise en œuvre des ressources en question. Dans certains cas, une enquête par questionnaire a également été effectuée.

technique ». Dans certains cas, et à la différence des enquêtes précédentes, les projets ou activités analysés poursuivent des objectifs multiples : marchands, non marchands, d'utilité publique, de sauvegarde du patrimoine, de développement d'aménités, etc. Il ne s'agit non plus seulement d'innovation et de production industrielle mais d'innovation et de production au travers de la mise en œuvre de ressources patrimoniales culturelles et naturelles.

Selon Maillat et Matteacioli (2004), l'innovation par la ressource patrimoniale se distingue de l'innovation par le progrès technique, par sa durabilité voire son immuabilité (au contraire du progrès technique dont l'obsolescence est rapide), par le fait qu'elle répond à une demande moins matérielle telle que de loisir-culture (alors que le progrès technique répond plus à des impératifs de survie ou de confort) et enfin par la nature des objets que ces innovations mettent en jeu. Si le progrès technique se développe dans un univers marchand, les objets culturels et naturels évoluent dans un espace plus large. Ils sont porteurs de valeurs esthétiques, sociales, éthiques, historiques, etc. Leur incursion dans le monde marchand comporte un risque d'instrumentalisation voire d'aliénation. La réussite d'une telle incursion repose sur le maintien délicat d'un équilibre entre l'exploitation marchande et le maintien à long terme de la ressource.

La question qui se pose alors est celle du rôle éventuel des milieux innovateurs en tant que mode de coordination des ressources en question.

1.2 Définition

Le milieu innovateur peut se définir comme un ensemble territorialisé régi par des normes, des règles, des valeurs qui sont autant de modalités guidant les comportements des acteurs et les relations qu'ils entretiennent. Il a deux rôles, celui de développer de manière autonome des ressources spécifiques et différenciées, et celui de percevoir, d'identifier et de formuler les projets permettant l'adaptation et le renouvellement du système de production localisé (Maillat, 1998).

Le milieu recouvre les cinq éléments suivants (Maillat et al., 1991) :

- un ensemble spatial, donc un espace géographique, qui n'a pas de frontières a priori, qui ne correspond pas non plus à une région donnée, mais qui présente une certaine unité, homogénéité se traduisant par des comportements identifiables et spécifiques ainsi que par une culture technique;
- un collectif d'acteurs (entreprises, institutions de recherche et de formation, pouvoirs publics locaux, individus qualifiés) suffisamment indépendants et autonomes pour pouvoir formuler des choix stratégiques;
- des éléments matériels (entreprises, infrastructures), immatériels (savoir-faire, règles) et institutionnels (organes de décisions locaux);
- une logique d'organisation (réseau) des ressources créées en commun par les acteurs en question;
- une logique d'apprentissage qui révèle la capacité des acteurs à s'adapter aux transformations de l'environnement (contexte technique, marché international, etc.) dans lequel ils évoluent.

Ces deux logiques portent notamment sur :

- la création de savoir-faire permettant d'une part de maîtriser le processus de production et d'autre part de développer de nouveaux produits et de nouvelles techniques;
- la mise en place de règles de coopération et de concurrence.

Les processus d'apprentissage collectifs inhérents aux milieux innovateurs permettent l'innovation, la création d'entreprises, la production de savoir-faire spécifiques et assurent une certaine régulation du système de production (Maillat et al., 1991).

Le milieu puise constamment dans son environnement extérieur afin de s'alimenter en ressources nécessaires à l'innovation et organise ces ressources de manière à pouvoir les exploiter (Maillat, 1994). Il constitue un ensemble de ressources productives et agit comme médiateur et opérateur de liaison; il constitue un intermédiaire entre le marché et la hiérarchie stricte des organisations productives, entre l'externe et l'interne. Le milieu participe donc à la constitution de réseaux d'innovation et intervient dans leur dynamique. Inversement, la structure organisationnelle en réseau enrichit le milieu en accroissant ses capacités créatrices (Maillat et al., 1993).

Ainsi, le milieu innovateur apparaît comme « un concept intégrateur, un outil synthétique d'analyse et de compréhension des transformations économiques actuelles. [Situé à] l'articulation du géographique, du techno-économique et de l'organisationnel » (Crevoisier et Camagni, 2000, 9). En ce sens, il articule les trois axes fondateurs de la problématique du développement territorialisé à savoir (Crevoisier, 2000) :

- la problématique territoriale avec les questions de proximité/distance, et de concurrence des territoires (pour ce qui relève du géographique ou du territoire);
- la problématique organisationnelle, avec la question des modes de coordination des acteurs (règles de coopération/concurrence et de constitution de réseaux et systèmes de production);
- la problématique techno-économique avec les questions relatives au savoir-faire et à l'innovation.

Le milieu innovateur se propose comme un mode de coordination favorable à l'identification et la mise en œuvre (ou l'activation) des ressources dans un contexte d'innovation. Or on l'a vu, jusqu'à cette sixième enquête, la notion de ressource n'est pas investiguée de front. Elle renvoie essentiellement à l'information, à la connaissance et aux ressources participant de processus de production industriels.

Le prochain point propose une approche institutionnelle et territoriale de la ressource permettant de décrypter les différents processus en jeu et ainsi de permettre une analyse de l'éventuel rôle du milieu dans l'activation des ressources naturelles et culturelles.

2. DE L'OBJET À LA RESSOURCE

2.1 La ressource, un processus relationnel

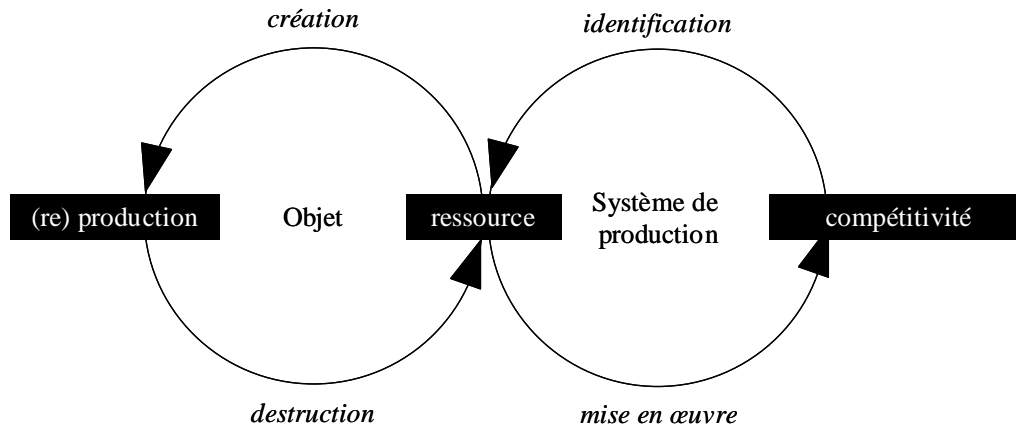
Pour analyser les modes de coordination en jeu dans la mobilisation de ressources culturelles et naturelles, on s'appuiera sur l'idée selon laquelle les ressources constituent une relation entre un objet (patrimoine historique, tradition, bâtiment, savoir-faire, minerais, rivière, etc.) et un système de production² (Kebir, 2004).

Dans cette perspective, c'est la projection d'une intention de production sur l'objet qui en fait une ressource. Ainsi, les ressources ne préexistent pas. Elles sont issues d'un processus

² Cette approche des ressources s'inscrit dans la perspective institutionnelle (Ayres, 1943, De Gregori, 1987, Hunker, 1964, Zimmermann, 1951) ainsi que de Raffestin (1980). Elle rejoint également l'approche dite « patrimoniale » (De Mongolfier et Natali, 1987) selon laquelle, si l'espace constitue avant tout un milieu de vie, « c'est l'activité économique et sociale qui transforme ce milieu de vie en ressource, à un moment et pour un temps donné, en l'affectant à un ou plusieurs usages particuliers » (171).

relationnel impulsé par des acteurs productifs qui projettent, sur des objets, des intentions de production. Elles émergent de la vision que les acteurs ont de ce qui est utile au développement économique, et de ce qui ne l'est pas. En ce sens, elles dépendent de la capacité des acteurs à réinventer et à reconsidérer les opportunités ainsi que les contraintes du monde qui les entoure. La ressource peut alors se schématiser alors comme suit (Figure 1) :

Figure 1 : La ressource comme processus



Source : Kebir (2004)

Les objets (quels qu'ils soient) sont marqués par les processus de création (apprentissage, cycles naturels, etc.) et de destruction (oubli, dégradation, usure, etc.) qui font le rythme de sa reproduction ou son renouvellement. Un savoir-faire peut disparaître, si les processus d'apprentissage, de transmission et de renouvellement ne compensent pas les phénomènes d'oubli et d'obsolescence.

Le système de production quant à lui renvoie à « l'ensemble des acteurs impliqués dans l'identification et la mise en œuvre de la ressource en vue de la production d'un bien ou d'un service (entreprises, centres de recherche et de formation, institutions publiques, etc.). Il désigne également l'ensemble des relations que ces acteurs entretiennent à l'intérieur et à l'extérieur du système » (Kebir, 2004, 28). Le processus d'identification est celui par lequel la ressource s'établit. L'identification se déroule dans le système de production où naissent les intentions de production qui pilotent le processus en question. Aussi, elles dépendent des perceptions et des représentations que les acteurs ont du système et de l'environnement en général. En effet, selon De Gregori (1987), le processus par lequel les ressources sont créées est autant idéationnel que matériel. Raffestin (1980) précise quant à lui que la capacité d'identification des acteurs est liée aux connaissances et expériences pratiques acquises précédemment.

Le système de production est également le lieu de la mise en œuvre des ressources. C'est en effet dans le processus de production qu'il abrite que l'objet identifié comme ressource est incorporé et transformé dans le cadre de la production d'un bien ou d'un service. La contrainte ici est celle de pression concurrentielle du contexte économique. Une ressource qui ne trouve pas sa place dans la production d'un bien ou d'un service ayant un débouché sur le marché risque à terme de ne plus être identifiée comme telle et disparaître (en tant que ressource, pas en tant qu'objet !).

La ressource telle qu'envisagée ici apparaît comme une propriété donnée à certains objets par les acteurs économiques. Pour Raffestin (1980, 203), c'est « l'homme qui, par son travail

(énergie informée), ‘invente’ les propriétés de la matière. Les propriétés de la matière ne sont pas données mais ‘inventées’ car elles résultent d’un processus analytique, longtemps empirique, déclenché par l’homme qui soumet la matière à des opérations diverses ».

Une ressource identifiée existe donc à l’état d’idée. Ce n’est que lorsqu’elle est mise en œuvre que son activation est complète. La ressource implique donc la préexistence ou la mise en place d’un processus de production. Or l’organisation et la mise en forme de ce dernier demande l’intervention de multiples acteurs (partenaires, financiers, etc.) qui ne s’impliqueront que s’ils identifient également la ressource et qu’ils perçoivent l’opportunité qu’elle représente. Une ressource peut être abandonnée par manque d’identification tant il sera difficile pour les promoteurs de son activation de réunir les forces nécessaires à sa mise en œuvre.

Aussi ce qui importe ici c’est, d’une part, la manière dont se construit la relation et, d’autre part, la manière dont s’articulent les différents processus en question. Une fois la relation établie, objets et systèmes de production co-évoluent (Norgaard, 1994). Le fait d’utiliser un objet peut entraîner sa destruction (l’utilisation d’un minerai). Sa mise en œuvre peut entraîner des effets d’apprentissage (learning-by-doing) qui à leur tour renouvelleront l’objet etc. Le développement technologique (développement d’objet) ou le marché peuvent rendre obsolète une ressource et entraîner le découplage entre l’objet et le système de production.

Ainsi la relation objet/système de production n’est pas établie une fois pour toutes. Elle évolue et se réarticule constamment en fonction de l’évolution de ses composants et de l’évolution de la relation que chacun entretient avec d’autres systèmes.

Dans cette perspective territoriale, la ressource porte trois dimensions. Il y a tout d’abord la dimension technique, à savoir comment s’établit, concrètement, la relation. Pour que la pente d’une montagne fasse ressource il faut par exemple que des remontes-pente puissent être installés et que l’on puisse y skier. La deuxième dimension est socio-institutionnelle. Elle renvoie aux acteurs de la ressource, c’est-à-dire aux personnes qui participent à la création et à la destruction de l’objet et à l’identification et la mise en œuvre de la ressource. Surtout, cette dimension renvoie à la manière dont ces acteurs coordonnent leurs actions (hiérarchie, réseau, marché). Enfin, la ressource se déroule dans un temps (ce qui fait ressource aujourd’hui peut ne plus faire ressource demain) et un espace (ce qui fait ressource ici ne le fait pas forcément là-bas). La dimension territoriale de la ressource fait donc référence à la manière dont celle-ci s’inscrit dans le temps et dans l’espace (où et quand se produisent les différents processus de la ressource).

La dimension qui retient notre attention ici est la deuxième : la dimension socio-institutionnelle. Pour mettre en évidence le rôle des milieux innovateurs dans l’identification et la mise en œuvre (ou l’activation) des ressources culturelles et naturelles, il s’agit de revenir sur les modes d’organisation des ressources en question.

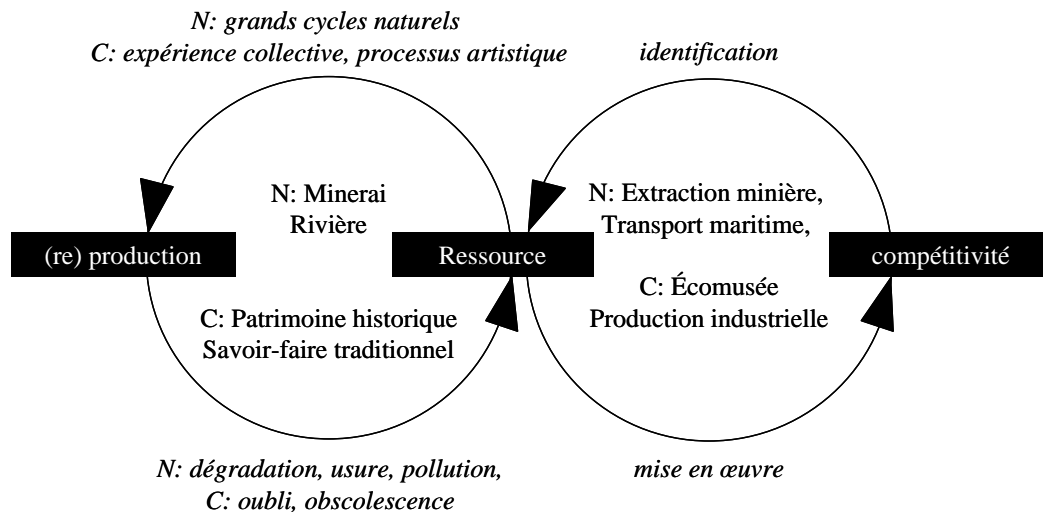
2.2. Les ressources culturelles, naturelles et patrimoniales

Dans la perspective dans laquelle on se place, la ressource est un processus relationnel, une projection que des individus font sur des objets. C’est un construit. Ainsi, par définition, aucune ressource n’est naturelle en soit. En effet la ressource étant le produit d’une relation, elle n’existe pas à l’état naturel. Par contre la matière naturelle, elle, existe bel et bien (Becht, 1975, Raffestin, 1980). Dans ces conditions, le caractère naturel d’une ressource ne fait sens que lorsqu’il renvoie à la nature de l’objet. Plus précisément aux processus de création de celui-ci. Ainsi par ressource naturelle on entendra une ressource mettant en jeu un objet issu d’un processus de production non-humain (grands cycles naturels, tels que la création du pétrole, les chutes de neige, etc.). De la même manière, le caractère culturel d’une ressource

renverra au fait que l'objet mis en jeu est issu et lié à une pratique culturelle ou une expérience collective attachée à un groupe (Kebir, 2004).

Les ressources naturelles et culturelles peuvent donc être définies comme l'ensemble des éléments naturels ou culturels qui, *potentiellement*, peuvent servir, être utiles dans un processus de production. C'est-à-dire *l'ensemble des objets naturels ou culturels identifiés comme pouvant s'inscrire dans un processus de production de biens ou de services* (Kebir et Crevoisier, 2004). La figure 2 illustre ces ressources.

Figure 2 : Ressources naturelles et culturelles³



Source : IRER/LK/DM, 2004

Que ce soit l'une ou l'autre de ces ressources, elles se définissent par rapport à un territoire donné. Les ressources naturelles s'inscrivent dans le territoire de l'écosystème. Les ressources culturelles dans celui du groupe et de l'expérience collective dont elles sont issues. Selon Rifkin (2000, 411), « arrachée à son contexte géographique, l'expérience culturelle n'est plus que l'ombre d'elle-même ».

Dans ces conditions le savoir-faire lié au montage en chaîne de mouvements horlogers est « culturel » au même titre que le savoir-faire horloger de l'Arc jurassien, qui est lui encore très empreint de l'expérience collective régionale. L'échelle de l'un est le monde. Il s'est répandu avec les différents mouvements de délocalisation qu'a connus l'industrie horlogère dans les années 80. L'autre est resté circonscrit à l'échelle du territoire de l'Arc jurassien.

Outre l'étendue du territoire concerné, la différence entre ces deux ressources culturelles réside dans leur dimension patrimoniale. Cette dimension renvoie notamment au rôle ou aux valeurs extra-économiques portées par l'objet.

Les ressources patrimoniales ont en effet cela de particulier que les objets qu'elles peuvent avoir des relations plus ou moins étroites avec d'autres systèmes que le système de production (écosystème, système social, communauté, etc.). Le savoir-faire horloger de l'Arc jurassien, outre son aspect technique strict, s'inscrit également dans l'histoire, l'identité et la culture locale. Il se manifeste dans des objets issus du passé tels que des pièces remarquables (pièces rares, machines), des musées, des bâtiments (anciennes manufactures, etc.) tous empreints de l'histoire industrielle.

³ Dans le schéma, le N désigne les objets et les processus qui sont associés, à titre d'exemple, aux ressources naturelles, le C aux ressources culturelles.

Dès lors leur rôle ne se limite plus à celui d'input dans la production d'un bien ou d'un service. Greffe (2004) suggère à propos du patrimoine urbain, que celui-ci participe également de l'amélioration du cadre de vie et de l'image des territoires (valeur territoriale), du développement social (valeur sociale), du développement économique (valeur de développement) par le fait qu'il stimule la créativité. C'est donc l'ensemble de ces éléments qui peuvent être en jeu dès lors qu'un objet qualifié⁴ de patrimonial devient ressource.

Il y a alors une volonté de conserver l'objet pour des raisons autres que marchandes. En général, ceci dépend de l'idée que l'on a de l'objet-patrimoine (cette démarche s'applique de plus en plus aux anciens sites industriels que l'on transforme en hôtels de luxe, en lieu de loisir, etc.). En effet, selon Maillat et Matteacioli (2004), « dans les milieux qui veulent mettre leur patrimoine en valeur, qu'il s'agisse d'un terroir, de la reconversion d'une forêt, de la réhabilitation d'un centre historique ou de la mise en scène de l'histoire, la ressource a un caractère de bien public, ce qui implique de la bien gérer dans le long terme » (3). Selon Peyrache-Gadeau et Pecqueur (2004), l'activation de ressources latentes patrimoniales s'effectue souvent dans le cadre de projets de re-qualification de ressources à l'abandon, en voie de disparaître ou sous-valorisées. Cette « re-qualification s'opère alors par ré-appropriation de la ressource par une société locale et par son intégration dans un projet global » (76). Elle comporte une dimension à la fois économique et morale; cette dernière relevant de systèmes de valeurs relatifs à l'éthique, à la culture, à l'histoire collective (op. cit.). Dans cette perspective, « le caractère patrimonial attribué à la ressource relève précisément de cette seconde dimension » (Peyrache-Gadeau et Pecqueur, 2004, 77).

L'objet-ressource impose au système de production, de par son caractère patrimonial, l'articulation d'intérêts qui peuvent être en contradiction avec ses objectifs propres. En effet, la marchandisation de la culture et de la nature porte un risque de dévoiement de l'objet qui devient alors « seulement un objet de profit, et notamment de profit à court terme alors que la raison d'être d'un patrimoine, c'est d'être conservé à plus long terme » (Maillat et Matteacioli, 2004, 5). Ici l'enchaînement identification/mise en œuvre/destruction est particulièrement décisif car il définit le rythme de renouvellement et de maintien de l'objet. Il peut faire l'objet de règles ou de conventions particulières. On pense ici par exemple aux limites légales concernant la rénovation de bâtiments patrimoniaux ou aux limites quant aux activités économiques que l'on peut développer dans un site protégé.

En résumé, on peut avancer l'idée que les ressources patrimoniales se caractérisent par le fait que des valeurs non marchandes portées par l'objet peuvent conditionner les processus d'identification et de mise en œuvre de l'objet et par-là l'existence même de la ressource. On distinguera donc les ressources culturelles et naturelles patrimoniales (pour lesquelles ces éléments là peuvent entrer en jeu) des ressources culturelles et naturelles non patrimoniales (dont l'articulation relève principalement d'une logique marchande).

3. RESSOURCES PATRIMONIALES, QUELS MODES D'ORGANISATION ?

Les ressources patrimoniales mettent en jeu des objets qui ont des valeurs extra économique et considérés comme devant être conservés ou maintenus. La question que l'on se pose maintenant est celle de savoir si cette particularité a une incidence sur les modes de coordination ou d'organisation des ressources en question.

⁴ À noter qu'ici le caractère « patrimonial » est considéré comme relevant également de projections (non marchandes cette fois) que des acteurs opèrent sur des objets. Il ne s'agit donc pas d'un caractère absolu mais d'un caractère également situé (ce qui fait patrimoine ici et maintenant ne le sera peut être plus demain).

La sixième enquête du GREMI (Camagni, Maillat et Matteacioli, 2004) a porté sur divers cas de ressources naturelles et culturelles dont notamment : le massif montagneux de Belledonne (Peyrache-Gadeau et Pecqueur), la rivière Bièvre en Île-de-France (Tabariès), la pomme dans la Vallée du Trentin (Camagni et Villa Veronelli), la mine d'asphalte de La Presta (Kebir et Crevoisier), le patrimoine historique vendéen (Matteacioli), l'ambiance culturelle dans le quartier de Bairro Alto-Chiado de Lisbonne (Costa), l'art et la culture à Bilbao (Del Castillo et Haarich), la corderies de Rochefort-sur-Mer (Guesnier), le savoir-faire bancaire genevois et le savoir-faire horloger (Kebir et Crevoisier).

Un des éléments qui ressort de l'analyse est que l'activation des ressources naturelles ou culturelles ne s'effectue pas forcément dans le cadre d'un milieu innovateur au sens classique.

En effet, l'identification de ressources mettant en jeu un objet à dimension patrimoniale s'effectue dans certains cas dans le cadre d'un milieu élargi dans lequel se confrontent des intérêts marchands et non marchands. Peyrache-Gadeau (2002) propose l'idée de *milieu innovateur de deuxième génération* à savoir un milieu dans lequel les formes d'organisation sont locales et où les collectivités jouent un rôle important. Ce type de milieu émergerait dans le cas de la valorisation de ressources patrimoniales qui supposent une gestion globale, multidimensionnelle, sur laquelle on ne peut appliquer les seuls critères d'efficacité économique. Camagni (2004) avance l'idée d'un *milieu hétérodoxe* dans lequel la production de biens collectifs (dans la forme de protection de la ressource) constituerait le ciment et l'objectif initial de la communauté locale. L'administration publique serait, dans ce milieu, un partenaire nécessaire. Il suggère également une intervention différenciée du milieu au sens classique dans la façon dont les ressources seraient utilisées, interprétées et éventuellement créées et re-crées par le système de production local. Il distingue les cas où la ressource est perçue en tant qu'externalité ou facteur de localisation par les entreprises (le milieu y jouerait ou non un rôle), les cas où elle constitue un bien collectif endogène (le milieu développerait la ressource) et enfin les cas où la ressource porte une valeur politique (la ressource serait identifiée dans le cadre d'un processus politique et pourrait donner lieu ensuite à un milieu innovateur). Aussi, pour exprimer ce milieu de type nouveau, nous parlerons ici de *milieu coordonnateur* pour sa capacité à articuler les différents enjeux sous-jacents à l'identification et la mise en œuvre d'objets-ressources patrimoniaux.

Les enquêtes ont en effet montré que les contours de la ressource patrimoniale se définissent dans certains cas en regard des multiples usages que l'objet remplit par ailleurs. La dimension bien public de l'objet participe du processus d'identification. L'initiative provenant dans la plupart des cas d'acteurs publics (collectivités ou société civile) qui initient le premier pas vers une mise en ressource (Réhabilitation de la Bièvre, Massif de Belledonne). La mise en œuvre de la ressource s'inscrit dans un projet vaste incorporant certes la production d'un bien ou d'un service mais également la production d'aménités, la conservation ou le maintien de l'objet, etc.

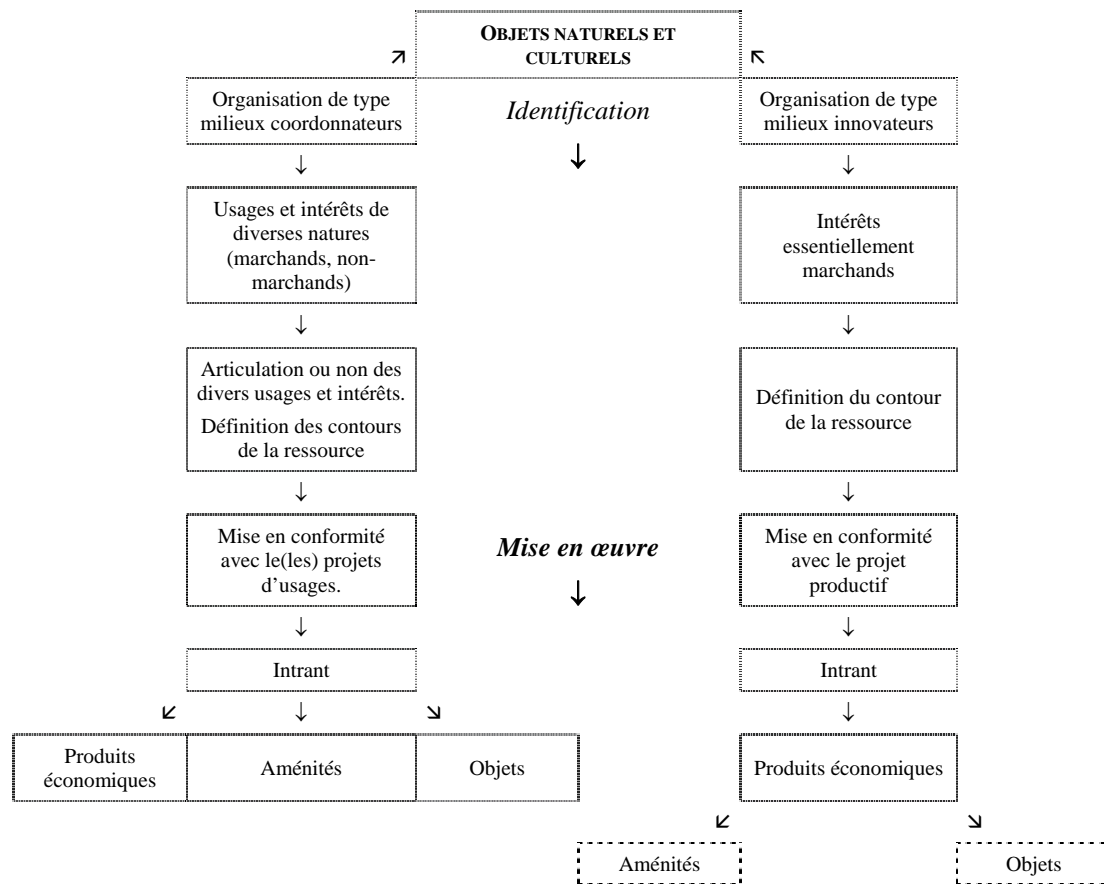
Cette dimension plus globale du projet que Peyrache-Gadeau et Pecqueur (2004) ont soulevée ne se retrouve pas de manière si directe dans l'identification de ressources patrimoniales lorsque le processus est dominé par des intérêts marchands. Le caractère patrimonial de l'objet ne suscite pas d'enjeux particuliers. Il est intégré ici en tant qu'externalité positive (effet d'image, aménité, etc.) ou négative (contraintes de construction, coûts d'entretien, etc.). Les processus d'identification et de mise en œuvre sont essentiellement le fait d'acteurs économiques. Aussi la ressource suit un processus proche de celui d'une ressource non-patrimoniale.

Le savoir-faire horloger de l'Arc jurassien illustre bien ceci (Kebir, Crevoisier, 2004). Lorsqu'il est mobilisé par le système de production horloger, il est assimilable à une ressource

industrielle au sens classique. Sa dimension patrimoniale (lien historico-culturel, ancrage régional), largement mobilisée en tant qu'image, ne participe pas de la définition de la ressource. Par contre, lorsque, récemment, les acteurs du tourisme en font une ressource de promotion touristique, ils se confrontent à des résistances et des conflits d'intérêts qui relèvent typiquement des processus décrits plus haut. La dimension patrimoniale de l'objet participe dans ce cas de la définition des contours de la ressource. Ainsi, du même objet (le savoir-faire horloger) émergent des ressources relevant de modes d'organisation différents.

On voit donc apparaître deux configurations. La figure 3 illustre de manière schématique les deux formes d'organisation sous-jacentes à l'activation des ressources patrimoniales suggérée par l'enquête GREMI 6.

Figure 3 : Identification et mise en œuvre des ressources naturelles et culturelles, quels modes d'organisation ?



Source : IRER/LK/DM, 2004

La première configuration est marquée par une forme d'organisation des ressources patrimoniales différente du milieu innovateur au sens classique du terme. L'innovation économique n'est qu'un élément parmi d'autres qui justifie la validité du projet (et donc le déblocage des freins à la mise en œuvre). Aussi, le système de production n'est pas toujours constitué, il est à l'état de projet ou alors embryonnaire. La coordination de la ressource s'effectue alors dans le cadre d'une organisation plus proche de celle de l'action publique que de la gouvernance « territoriale » (au sens de Pecqueur, 2004) qui relève de la coordination des activités économique dans laquelle s'insère la coordination par le milieu innovateur (deuxième configuration).

Selon ces auteurs, la gouvernance territoriale relève des « compromis permettant la coordination d'un groupe d'acteurs économiques et d'institutions publiques dans un espace géographique. Cette coordination permet à ses participants de capter un avantage relatif (externalités de diverses origines : biens collectifs, biens club, aménités environnementales, etc.) » (Pecqueur, 2001, 241). L'intérêt ou l'intention est ici avant tout productif. Or, dans le cadre de certaines ressources patrimoniales, interviennent les dimensions non-économiques de l'objet mis en jeu. L'intérêt économique est soit intégré dans une démarche plus globale soit révélé dans un deuxième temps, une fois les contours de la ressource patrimoniale définie.

L'activation des ressources s'effectue alors dans le cadre d'un milieu coordonnateur. Ce dernier articule des intérêts non-marchands et marchands et des objectifs de diverses natures (conservation, réhabilitation d'un patrimoine, etc.). L'intention est celle de la conservation ou du maintien d'objets. Il s'attache à définir le ou les divers projets d'utilisation de l'objet ceci dans des contextes parfois très conflictuels. Il organise et met en place la mise en conformité de l'objet avec le ou les projets d'utilisation, projets pouvant relever de la création d'aménités, d'objets (musée, parc de détente, etc.) ou de la production d'un produit économique. Ce milieu de type particulier présente tout comme le milieu innovateur classique un ancrage territorial, un collectif d'acteurs formant un réseau et une problématique d'innovation (la mise en œuvre des ressources patrimoniales en question induit également la recherche de solutions techniques, etc.). La mise en ressource des objets émerge de dynamiques locales proches de celles que le GREMI a pu observer jusqu'ici. Cependant l'articulation entre des objectifs économiques et non économiques et la poursuite d'intérêts non économiques sont fort présents dans la définition des contours de la ressource.

La deuxième forme d'organisation observée émerge de dynamiques territoriales de type milieu innovateur classique. Elle s'apparente aux formes de coordination décrites dans la littérature sur la gouvernance territoriale (voir à ce propos Pecqueur 2001). L'identification de la ressource est effectuée par des acteurs dont les objectifs principaux sont productifs. L'intention ici est celle de l'innovation. Il s'agit pour le milieu de construire la relation objet/système de production et d'organiser la mise en conformité du premier avec le deuxième (rénovation, aménagement, etc.). La mise en œuvre s'effectue dans le cadre de systèmes territoriaux de production plus ou moins constitués ou de réseaux d'innovation). La ressource patrimoniale entre dans la production d'un bien ou d'un service. Elle sert ici essentiellement d'intrant. Les éventuelles aménités ou objets qui seraient créés ou renouvelés (pièces de collection, savoir-faire, bâtiments, etc.) apparaissent ici comme des « sous-produits » de l'activité et ne seront pris en compte que s'ils participent de l'innovation ou de l'amélioration du processus de production. Ils peuvent alors être également incorporés dans la production (en tant qu'images) ou être mobilisés en tant qu'intrants dans le cadre d'une autre activité.

Ces deux milieux, aux logiques de prime abord antagonistes, apparaissent parfois de manière conjointe, voire s'articulent, se combinent et se complètent. Aussi ce qui apparaît important ici, c'est l'évolution de ces formes combinatoires et particulières qui font (et peut-être défont) les ressources patrimoniales. On peut penser que c'est précisément l'articulation ou la coopération entre ces deux « milieux » qui est au cœur de l'activation de la ressource et de son maintien et son renouvellement.

CONCLUSION

L'analyse des processus de coordination liée à l'identification et la mise en œuvre des ressources naturelles et culturelles suggère l'existence d'une forme d'organisation proche mais néanmoins différents du milieu innovateur au sens classique. Il s'agit d'un type

d'organisation où interviennent principalement des acteurs publics (collectivités publiques et société civile) qui n'ont pas en vue l'intérêt marchand.

Les dimensions non marchandes des projets inhérents à l'activation de ressources patrimoniales induisent certaines fois l'entrée en jeu d'acteurs nouveaux. L'articulation des divers intérêts participe alors de la définition des contours de la ressource, la dimension économique pouvant n'être qu'une parmi d'autres. On peut même se demander dans certains cas (le cas de la Bièvre par exemple), au regard de la définition proposée dans l'article si l'on peut déjà parler de ressource tant l'usage économique est peu défini. Dans la foulée, se pose également la question de la limite explicative des modèles d'organisation territoriale fondés sur des approches économiques lorsqu'il s'agit de comprendre les dynamiques d'activation de certaines ressources patrimoniales. Les dynamiques en œuvre relèvent sans doute plus de la science politique que de la

On observe cependant que, dès lors que la ressource est plus clairement identifiée et définie, des dynamiques de type milieux innovateurs (ou réseaux d'innovation) se mettent en place (Le Puy du Fou, la Corderie de Rochefort). On peut alors se demander si les formes de coordination de type *milieu coordonnateur* ne sont pas celles qui se situent en amont de l'identification des ressources, définissant ce qui peut être mis en ressource ou non. Pour que le relais soit pris, et la ressource mise en œuvre dans le cadre d'une activité de production, on constate dans la plupart des cas l'émergence d'une dynamique d'acteurs.

BIBLIOGRAPHIE

AYRES, C. E. (1943) *The theory of economic progress*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, N.C.

BECHT, E. J. (1975) *World resource management, key to civilization and social achievement*, Engelwood Cliffs, New-Jersey.

CAMAGNI, R. (2004) «Natural and cultural resources and the role of the local milieu: towards a theoretical interpretation», in CAMAGNI, R., MAILLAT, D., MATTEACCIOLI, A. (éds), *Ressources naturelles et culturelles, milieux et développement local*, GREMI, EDES, Neuchâtel, pp.291-298.

CAMAGNI, R., VILLA VERONELLI, D. (2004) «Natural resources, know-how and territorial innovation : the apple production system of Val di Non, Trentino», in CAMAGNI, R., MAILLAT, D., MATTEACCIOLI, A. (éds), *Ressources naturelles et culturelles, milieux et développement local*, GREMI, EDES, Neuchâtel, pp.235-260.

COSTA, P. (2004) «Milieu effects and sustainable development in a cultural quarter: The Bairro Alto-Chiado area in Lisbon», in CAMAGNI, R., MAILLAT, D., MATTEACCIOLI, A. (éds), *Ressources naturelles et culturelles, milieux et développement local*, GREMI, EDES, Neuchâtel, pp.157-194.

CREVOISIER, O. (2000) «Les milieux innovateurs et la ville», in Crevoisier, O. et Camagni, R. (éds), *Les milieux urbains: innovation, systèmes de production et ancrage*, GREMI, EDES, Neuchâtel, pp.7-32.

CREVOISIER, O., CAMAGNI, R. (éds) (2000) *Les milieux urbains: innovation, systèmes de production et ancrage*, GREMI, EDES, Neuchâtel.

DE GREGORI, T. (1987) «Resources Are Not; They Become: An Institutional Theory», *Journal of economic issues*, vol. XXI, no 3, pp.1241-1263.

- DE MONGOLFIER, J., NATALI, J.-M. (1987) *Le patrimoine du futur*, Economica, Paris.
- DEL CASTILLO, J., HAARICH, S. N. (2004) «Urban renaissance, arts and culture : the Bilbao region», in CAMAGNI, R., MAILLAT, D., MATTEACCIOLI, A. (éds), *Ressources naturelles et culturelles, milieux et développement local*, Neuchâtel, pp.195-216.
- GREFFE, X. (2004) «Le patrimoine dans la ville», in CAMAGNI, R., MAILLAT, D., MATTEACCIOLI, A. (éds), *Ressources naturelles et culturelles, milieux et développement local*, GREMI, EDES, Neuchâtel, pp.19-44.
- GUESNIER, B. (2004) «Le renouveau économique d'un territoire à partir de la réhabilitation de son patrimoine : Le cas de Rochefort-sur-Mer», in CAMAGNI, R., MAILLAT, D., MATTEACCIOLI, A. (éds), *Ressources naturelles et culturelles, milieux et développement local*, GREMI, EDES, Neuchâtel, pp.217-231.
- HIRSCHMAN, A. (1959) *The strategy of economic development*, Yales University Press, New Haven.
- HUNKER, H. L. (éd.) (1964) *Erich W. Zimmermann's Introduction to world resources*, Harper & Row, New York, Evanston, London.
- KEBIR, L. (2004) *Ressources et développement, une approche institutionnelle et territoriale*, Thèse de doctorat, Université de Neuchâtel, Neuchâtel.
- KEBIR, L., CREVOISIER, O. (2004) «Dynamique des ressources et milieux innovateurs», in CAMAGNI, R., MAILLAT, D., MATTEACCIOLI, A. (éds), *Ressources naturelles et culturelles, milieux et développement local*, GREMI, EDES, Neuchâtel, pp.261-290.
- MAILLAT, D. (1994) «Comportements spatiaux et milieux innovateurs», in Auray, J.-P., et al. (éds), *Encyclopédie d'économie spatiale*, Economica, Paris, pp.205-262.
- MAILLAT, D., CREVOISIER, O., LECOQ, B. (1991) «Introduction à une approche quantitative du "milieu"», Working paper no 9102, IRER, Neuchâtel.
- MAILLAT, D., CREVOISIER, O., LECOQ, B. (1991) «Réseau d'innovation et dynamique territoriale. Un essai de typologie», *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, no 3-4, pp.407-432.
- MAILLAT, D. (1998) «From the Industrial District to the Innovative Milieu: Contribution to an Analysis of Territorialised Productive Organisations», *Recherches Economiques de Louvain*, vol. 64, pp.111-129.
- MAILLAT, D., MATTEACCIOLI, A. (2004) «Préface», in CAMAGNI, R., MAILLAT, D., MATTEACCIOLI, A. (éds), *Ressources naturelles et culturelles, milieux et développement local*, Neuchâtel, pp.1-16.
- MAILLAT, D., QUÉVIT, M., SENN, L. (1993) «Réseaux d'innovation et milieux INNOVATEURS», in MAILLAT, D., QUÉVIT, M., SENN, L. (éds), *Réseaux d'innovation et milieux innovateurs: un pari pour le développement régional*, GREMI, EDES, IRER, Université de Neuchâtel, Neuchâtel, pp.3-12.
- MATTEACCIOLI, A. (2004) «Mise en scène territorialisée d'une ressource historico-socio-culturelle et développement local durable: Le Puy du Fou en pays haut-vendéen», in CAMAGNI, R., MAILLAT, D., MATTEACCIOLI, A. (éds), *Ressources naturelles et culturelles, milieux et développement local*, GREMI, EDES, Neuchâtel, pp.91-120.
- MATTEACCIOLI, A., TABARIÉS, M. (2002) «Historique du GREMI», site internet www.unine.ch/irer/gremi/accueil.htm.

NORGAARD, R. B. (1994) *Development betrayed*, Routledge, New York.

Pecqueur, B. (2001) «Gouvernance et régulation : un retour sur la nature du territoire», *Géographie, Économie et Société*, vol. 3, no 2, pp.229-245.

PEYRACHE-GADEAU, V. (1999) «La contribution de Philippe Aydalot à l'édification de la théorie des milieux innovateurs», *Revue d'économie régionale et urbaine*, no 3, pp.617-632.

PEYRACHE-GADEAU, V., PECQUEUR, B. (2004) «Les ressources patrimoniales: une modalité de valorisation par les milieux innovateurs de ressources spécifiques latentes ou existantes», in CAMAGNI, R., MAILLAT, D., MATTEACCIOLI, A. (éds), *Ressources naturelles et culturelles, milieux et développement local*, GREMI, EDES, Neuchâtel, pp.71-90.

RAFFESTIN, C. (1980) *Géographie économique du pouvoir*, Librairies techniques (LITEC), Paris.

RIFKIN, J. (2000) *L'âge de l'accès*, La découverte & Syros, Paris.

TABARIÈS, M. (2004) «La réhabilitation d'une rivière en Ile-de-France : ressource patrimoniale et ressource identitaire dans une grande métropole», in CAMAGNI, R., MAILLAT, D., MATTEACCIOLI, A. (éds), *Ressources naturelles et culturelles, milieux et développement local*, GREMI, EDES, Neuchâtel, pp.121-154.

ZIMMERMANN, E. W. (1951) *World resources and Industries*, Harper & Bros., New York.